

## Lutte contre l'impunité en Guinée : des avancées remarquées, des actes attendus

Article premier : Tous les êtres humains naissent libres

et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. Article 2 : Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera faite aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté. Article 3: Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4: Nul ne sera tenu en servitude ;





I – L’affaire du massacre du stade du 28 septembre 2009 : des avancées à concrétiser -----	6
II – Les affaires des graves violations des droits de l’Homme de 2007 et 2010 : la justice est saisie de deux situations d’impunité -----	11
III – Une justice indépendante en devenir ? -----	16
IV – Justice et réconciliation : un processus en marche ? -----	17
V - L’action déterminante de la société civile -----	18
VI – Recommandations -----	20

Deux ans après s'être constituées partie civile aux côtés des victimes et associations de victimes dans l'affaire du massacre du stade du 28 septembre, la FIDH et son organisation membre, l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'Homme et du citoyen (OGDH), ont déposé, le 18 mai 2012, deux nouvelles plaintes avec constitution de parties civiles sur des graves violations de droits de l'Homme perpétrées en 2007 et en 2010. A l'occasion du troisième anniversaire du massacre du 28 septembre 2009, la FIDH et l'OGDH dressent un premier bilan de l'état de la lutte contre l'impunité en Guinée, l'une des priorités annoncées du président Alpha Condé lors de son arrivée au pouvoir en décembre 2010.

Sur le plan politique, depuis près de deux ans, le dialogue entre les différents acteurs a régulièrement marqué le pas, les blocages se cristallisant sur la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et l'organisation des élections législatives, tant nécessaires qu'attendues. Les manifestations, en particulier celles du 10 mai et du 27 août 2012, interdites, organisées sous l'impulsion des principales coalitions de l'opposition et notamment l'Alliance pour la démocratie et le progrès (ADP) et le Collectif des partis politiques pour la finalisation de la transition (CPPFT) pour inciter le gouvernement à procéder à une recomposition de la CENI, n'ont débouché sur aucune solution politique et se sont soldées par de nombreux blessés, y compris dans les rangs des agents de maintien de l'ordre, plusieurs dizaines d'arrestations, et un recours à la force excessif, y compris à l'encontre des différents leaders politiques d'opposition<sup>1</sup>. Ce bilan des manifestations témoigne des difficultés encore bien réelles à maintenir l'ordre dans le respect des droits humains mais n'est en rien comparable aux épisodes de grandes violences politiques et aux répressions sanglantes qu'ont connues le pays depuis l'indépendance, lors de chaque épisode de contestation politique ou sociale d'envergure.

L'impasse politique semblait totale jusqu'à ce que le président de la Commission nationale électorale indépendante de Guinée (Ceni), M. Louceny Camara, annonce, le 5 septembre 2012, sa démission afin, selon lui, de permettre au «processus électoral d'aller de l'avant dans le calme».<sup>2</sup> Cette démission constitue enfin un gage du pouvoir de son ouverture et de sa volonté d'organiser les élections législatives dans les meilleurs délais. En effet, après l'annonce le 27 août 2012 de la volonté de restructurer la CENI sur la base d'une composition paritaire, la démission de Louceny Camara constituait la principale revendication de l'opposition. L'annonce de la date du scrutin et des étapes de l'agenda pour y parvenir reste encore conditionné à la recomposition effective de la CENI après adoption d'une loi par le CNT ainsi qu'à un consensus autour de la refonte du fichier électoral.

Après ces avancées, les regards se tournent maintenant vers les coalitions d'opposition pour qu'elles prennent activement part au dialogue politique en cours pour rendre enfin possible la tenue des élections législatives dans les prochains mois. Compte-tenu de ces paramètres et de la nécessité pour le pays de se doter dans les meilleurs délais d'une représentation nationale, tous les acteurs politiques se retrouvent à devoir surmonter impérativement leurs désaccords sous peine que cela soit perçu comme une volonté d'empêcher l'aboutissement du processus électoral. A n'en pas douter cette séquence politique constitue un moment important du processus électoral et politique en Guinée devant permettre un renforcement démocratique et institutionnel significatif.

Ce constat vaut aussi pour le respect des libertés individuelles et politiques, puisque le président Alpha Condé a réagi, le 5 septembre 2012<sup>3</sup>, aux problèmes et dérapages récurrents de maintien de l'ordre au cours des manifestations politiques, en réaffirmant sa «ferme volonté de garantir et de protéger l'exercice des libertés publiques dont le droit de manifester» en particulier pour des motifs politiques et en demandant à son gouvernement d'ouvrir une concertation avec les

1. Cf. le communiqué de presse de la FIDH du 29 août 2012, : [www.fidh.org/Les-autorites-guineennes-doivent](http://www.fidh.org/Les-autorites-guineennes-doivent)

2. Voir notamment <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20120906123041/>

3. Voir la retranscription du communiqué du Président de la République, M. Alpha Condé, <http://gn.telediaspora.net/fr/texte.asp?idinfo=73149>

acteurs concernés (partis politiques, gouvernement, police, gendarmerie, société civile, etc) pour garantir le déroulement de manifestations sans heurt et sans répression.<sup>4</sup>

Sur le terrain de la lutte contre l'impunité et malgré la tension politique persistante de ces derniers mois, des actes en faveur de la lutte contre l'impunité ont été posés et plusieurs étapes semblent avoir été franchies, qui pourraient être de nature à dissuader la répétition des graves violations des droits de l'Homme en Guinée. Ces actes sont-ils pour autant suffisants ? Si des avancées judiciaires sont encore attendues, qu'en est-il par ailleurs d'une autre priorité annoncée du président Condé, le processus de vérité et de réconciliation ? Plus que jamais nécessaire dans un pays à l'histoire troublée et sanglante, la réconciliation est un processus qui ne se décrète pas mais se construit. A quelle étape de cette construction la Guinée se trouve-t-elle ?

Outre sa présence permanente à Conakry depuis septembre 2011, la FIDH a organisé quatre missions politiques et judiciaires à Conakry entre septembre 2011 et septembre 2012, afin de rencontrer les autorités politiques, judiciaires et militaires, les partis politiques et les représentants des diplomates influents, de la société civile et des associations de victimes, pour faire avancer la lutte contre l'impunité et soutenir le processus de mise en place d'une commission vérité, justice et réconciliation guinéenne. Les missions successives de la FIDH étaient composées de Mme Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH, de Me Sidiki Kaba, président d'Honneur de la FIDH, de MM. Florent Geel et Antonin Rabecq, respectivement responsable et chargé de programme du Bureau Afrique de la FIDH, de Me Clémence Bectarte, avocate et coordinatrice du Groupe d'action judiciaire de la FIDH (GAJ), de Me Martin Pradel et de Me Hervé Diakiese, avocats et membres du GAJ et accompagnées de représentants de l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'Homme et du citoyen (OGDH).

---

4. Cette concertation s'est ouverte le 12 septembre 2012 à Conakry. Voir notamment la déclaration d'ouverture du Ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, M. Alhassane Condé : [http://www.guineenews.org/articles/detail\\_article.asp?num=201291281954](http://www.guineenews.org/articles/detail_article.asp?num=201291281954)

# I – L'affaire du massacre du stade du 28 septembre 2009 : des avancées à concrétiser

Trois ans après les faits, la justice guinéenne enquête toujours sur les événements du massacre du 28 septembre 2009 et des jours suivants, dont le bilan est d'au moins 157 morts, une centaine de disparus, au moins autant de femmes violées et victimes de crimes sexuels ainsi que plusieurs milliers de blessés.

Ouverte depuis le 8 février 2010, la procédure judiciaire contre « Aboubakar Diakité alias Toumba et tous autres » visant à établir les responsabilités individuelles dans les événements du 28 septembre 2009 a semblé un temps marquer le pas<sup>5</sup> : peu de mises en cause ou d'actes d'enquête en dehors de l'audition de certains témoins et victimes, etc. Dans cette procédure, la FIDH et l'OGDH, s'étaient, dès mai 2010, constituées parties civiles aux côtés des associations de victimes et de 67 victimes, aux fins de contribuer à l'exercice de la justice et à la consolidation de l'État de droit en Guinée.

L'élection présidentielle, fin 2010, a marqué un nouvel élan pour la procédure en clarifiant une situation politique tendue et en plaçant la lutte contre l'impunité au rang des priorités du nouveau pouvoir. Depuis lors, les juges d'instruction ont été relocalisés à l'intérieur du palais de justice quittant ainsi les locaux qu'ils partageaient avec la Force spéciale de sécurisation du processus électoral (FOSSPEL), de nombreuses victimes ont été entendues et, surtout, des inculpations sont intervenues.

Avant cela, les magistrats instructeurs avaient ainsi inculpé, à divers titres, quatre individus :

- ▲ Le lieutenant **Aboubakar DIAKITE** alias « Toumba », aide de camp de Moussa Dadis CAMARA, qui est toujours en fuite ;
- ▲ Le Lieutenant **Marcel GUILAVOGUI**, adjoint de Toumba et membre de la garde rapproché de Dadis. Il est toujours en détention préventive à la Maison centrale de Conakry.
- ▲ L'Adjudant **Cécé Raphaël HABA**, aide de camp de Toumba et membre de la garde personnelle de Dadis. Il est toujours en détention préventive à la Maison centrale.
- ▲ Le Capitaine **Bienvenue LAMAH**, gendarme au bureau des investitures judiciaires de l'état-major de la Gendarmerie. Inculpé, il a été placé sous contrôle judiciaire, maintenu à ce jour.

Au cours de l'année 2011, la procédure a connu quelques développements, notamment par l'audition de témoins et de protagonistes des événements (suspects, parties civiles et victimes),

---

5. Voir « La commémoration du massacre du 28 septembre 2009 confisquée par la tension politique », Note de retour de mission en Guinée-Conakry de la FIDH et de l'OGDH, septembre 2011, page 7 : <http://www.fidh.org/IMG/pdf/noteguineecona28092011fran.pdf>

des demandes d'information à certaines administrations et des vérifications ayant permis de mettre certains individus hors de cause.

En août 2012, après plusieurs mois de plaidoyer mené par la FIDH et l'OGDH avec l'appui du bureau du Procureur de la Cour pénale internationale, le Ministre de la justice, M. Christian Sow, a finalement doté les juges de moyens matériels supplémentaires, dont des ordinateurs et différentes fournitures nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, en prenant également des mesures financières destinées à faciliter leurs déplacements et ceux de leurs greffiers. Quoique tardives, ces mesures doivent être saluées et devraient contribuer à l'accélération du travail judiciaire, qui avait connu un réel ralentissement au printemps 2012, faute de voir ces revendications légitimes satisfaites.

Malgré le manque de moyens, des avancées majeures ont cependant eu lieu dans le dossier d'instruction.

### **Des avancées majeures : les inculpations de Moussa Tiegboro Camara et d'Abdoulaye Cherif Diaby**

Les principales avancées dans cette procédure sont intervenues en 2012 avec l'inculpation d'importantes personnalités ayant occupé des postes de haute responsabilité au moment des faits :

- ▲ **Moussa Tiegboro Camara**, directeur de l'Agence nationale chargée de la lutte contre le trafic de drogue, la criminalité organisée et le terrorisme, ayant rang de ministre, a été inculqué le 1er février 2012. Longuement auditionné par les juges d'instruction en charge de l'affaire pour son rôle présumé dans les graves violations des droits de l'Homme perpétrées le 28 septembre 2009 dans le stade de Conakry, Moussa Tiegboro Camara avait été mis en cause par le rapport de la commission d'enquête internationale des Nations unies<sup>6</sup> comme étant l'un des principaux responsables des graves violations des droits de l'Homme perpétrées au stade le 28 septembre et dans les jours qui ont suivi.

Cette inculpation, impensable encore récemment en Guinée, a fait naître un grand espoir de justice chez les victimes et plus largement au sein de la population guinéenne. Mais il reste beaucoup à faire pour mener ce processus de justice à terme, d'autant que l'absence de réaction politique ainsi que le maintien du Colonel Tiegboro à son poste après son inculpation pour des chefs d'accusation aussi graves a suscité beaucoup d'interrogations parmi les victimes. Compte-tenu de la gravité des charges retenues et de sa position actuelle dans la hiérarchie militaire, un éloignement, même temporaire, de ses fonctions de responsabilité aurait pu garantir la sérénité du travail des juges en même temps que la préparation de sa défense dans les meilleures conditions.

- ▲ **Le Colonel Abdoulaye Cherif Diaby**, ministre de la Santé et de l'hygiène publique au moments des faits, a été inculqué le 13 septembre 2012. Médecin de formation, il lui est notamment reproché, ainsi que l'évoque le rapport de la Commission d'enquête des Nations-Unies, d'avoir empêché aux très nombreuses victimes qui affluaient au Centre hospitalier et universitaire de Donka après avoir été blessées au stade, d'être pris en charge par les médecins, et d'avoir facilité la prise de contrôle des hôpitaux par les miliaires, où les crimes se sont poursuivis.

---

6. Voir le Rapport de la Commission d'enquête internationale des Nations unies chargée d'établir les faits et les événements du 28 septembre 2009 et ses conséquences, [http://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport\\_onu.pdf](http://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_onu.pdf)



*Le Colonel Abdoulaye Cherif Diaby, Ministre de la Santé du CNDD, officiellement inculpé le 13 septembre 2012 pour son implication présumée dans les faits du 28 septembre 2009*

Cette nouvelle inculpation d'un présumé responsable de haut rang confirme, d'une part le scénario des événements décrit par les victimes et survivants des événements du 28 septembre 2009 et des jours suivants ; et d'autre part l'implication des différents membres du CNDD, la junte au pouvoir à l'époque des faits. C'est aussi une avancée supplémentaire dans l'instruction judiciaire en cours.

### **Deux cas de détention arbitraire**

Cet acte d'instruction porte aujourd'hui à six le nombre de personnes inculpées dans cette affaire, dont deux sont toujours en détention provisoire. Concernant ces derniers, il s'agit du lieutenant Marcel Guilavogui, de l'adjudant Cécé Raphaël Haba. Détentions provisoires qui sont d'ailleurs devenues abusives, nécessitant leur libération immédiate sous contrôle judiciaire. En effet, le code de procédure pénale guinéen limite à 12 et 24 mois la durée de la détention préventive, selon la qualification de l'infraction.

Quelque soit les infractions retenues par les juges d'instruction, les délais sont d'ores et déjà dépassés puisque leur mise en détention date de mai et juin 2010. Ils se retrouvent donc aujourd'hui détenus arbitrairement, depuis quelques semaines voir plusieurs mois. Leur libération est, dans ces circonstances, un impératif pour le respect des procédures et des principes en vigueur. La lenteur de l'instruction est la cause principale de cette situation complexe où, dans le cadre d'une procédure historique pour lutter contre l'impunité des crimes les plus graves, les droits élémentaires de présumés responsables de ces crimes sont bafoués. Le droit de ne pas être détenu arbitrairement étant un principe intangible des instruments nationaux, régionaux et internationaux des droits de l'Homme auxquels la Guinée est partie, il convient de procéder à leur libération immédiate, en les plaçant sous contrôle judiciaire strict.

À présent que les demandes d'amélioration des conditions de travail des juges ont été satisfaites et après plusieurs mois de lenteurs dans l'enquête, il est essentiel qu'ils s'assurent de la régularisation de ces situations et multiplient les actes d'enquêtes afin de garantir l'exercice de la justice dans des délais raisonnables. Un grand nombre de ces actes peuvent par ailleurs être réalisés sans d'importants moyens. De telles lenteurs peuvent avoir des conséquences directes comme, par exemple, le fait que le délai maximal de détention provisoire ait été dépassé pour deux inculpés, qui ne pourront donc pas comparaître détenus. Ces conséquences sont particulièrement dommageables, d'une part pour les victimes qui sont toujours dans l'attente de justice et risquent de voir sortir de prison des auteurs présumés des faits graves dont elles ont été victimes ; pour les libertés publiques et individuelles d'autre part en raison du caractère arbitraire de la détention des deux mis en cause dans ce dossier ; et enfin, plus largement, pour la justice et la lutte contre l'impunité en Guinée, puisque la justice guinéenne, en libérant les deux mis en cause avant que l'instruction ait pu être clôturée, risque de ne pas améliorer son image auprès des victimes qui comprennent difficilement cette situation.

Pour autant, les mis en cause, même libres, resteront inculpés dans ce dossier et devront se présenter le jour du procès. De surcroît, le ministère public devrait ordonner un contrôle judiciaire strict à l'encontre des deux mis en cause dès leur libération afin de garantir leur mise à la disposition de la justice.

Le caractère symbolique et traumatique de la tragédie du 28 septembre, fondatrice de la transition politique guinéenne, impose au pool d'instruction célérité, compétence et engagement afin de permettre dans les meilleurs délais la tenue d'un procès crédible et respectueux des droits de toutes les parties. En cas de manque de volonté ou de manque de capacité de la justice dans ce dossier, la Cour pénale internationale (CPI) a déjà fait savoir qu'elle ne laissera pas les responsables impunis et qu'elle devra reprendre le dossier.

## L'action complémentaire de la CPI

En ouvrant une analyse préliminaire, le 15 octobre 2009, sur les événements du 28 septembre 2009, le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) s'est saisie de la situation générale en Guinée.

L'action de la CPI étant complémentaire des juridictions nationales (article 17 du Statut de Rome), le Bureau du Procureur prendra la décision d'ouvrir une enquête et d'engager d'éventuelles poursuites que si il conclut à leur absence de volonté et de capacité de juger les principaux auteurs des crimes les plus graves commis dans ce pays depuis l'entrée en vigueur de la Cour le 1er juillet 2002.

Pour étayer son analyse, le bureau du Procureur de la CPI conduit des missions en Guinée environ tous les quatre mois. A l'issue de ces missions d'évaluation de la coopération des autorités et des avancées dans la procédure du 28 septembre, la CPI maintient, pour le moment, son rôle de vigilance et d'évaluation continue avant de déterminer la suite de son action.

« Tant dans l'affaire du 28 septembre 2009 que dans les affaires de 2007 et 2010, nous avons choisi de saisir la justice guinéenne car c'est en premier lieu à elle de faire reculer l'impunité. C'est aux juges de relever le défi de leur indépendance et au pouvoir d'en être le garant. Mais si nous devons faire le constat de l'absence de volonté et de capacité de la justice nationale de connaître de ces crimes, alors la justice internationale aurait le devoir d'agir » selon Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH.

## Des actes attendus dans l'affaire du 28/09

Le bilan global de la procédure du 28/09 est à ce stade, plutôt positif : l'instruction a nettement progressé cette année ; les autorités guinéennes jusqu'aux plus hauts niveaux de l'État et les différentes institutions rencontrées ont, jusqu'à présent, réaffirmé de façon constante leur engagement en faveur d'une justice indépendante et leur souhait de voir la procédure du 28 septembre aller jusqu'à son terme dans des délais raisonnables ; et les poursuites engagées dans cette affaire crédibilisent un peu plus une justice nationale qui avait besoin de redonner confiance aux citoyens.



Cependant, beaucoup reste à faire dans cette affaire. En premier lieu, il faut approfondir et renforcer les différents axes et ressorts de l'enquête afin de permettre d'apporter des éclairages nécessaires sur le sort des disparus ou encore les circonstances précises de certains actes perpétrés, comme les viols à répétition et l'esclavage sexuel qu'ont rapportés certaines victimes. Le développement de l'enquête permettra aussi d'établir la responsabilité d'autres auteurs présumés des crimes commis en septembre et octobre 2009, et qui n'ont toujours pas été mis en cause formellement. Un événement d'une telle ampleur, n'a pas été fomenté et exécuté, même avec l'aide et la complicité des hommes de troupe de certains bataillons, uniquement par les six individus aujourd'hui mis en cause. De surcroît, les crimes ont été partiellement dissimulés, ce qui nécessite des complicités complémentaires, dont les auteurs doivent aussi rendre compte devant la justice et les victimes.

Au regard de ces différents éléments, l'instruction en cours comporte donc encore de nombreux défis à relever et notamment celui du temps. Si une enquête de cette envergure ne se mène pas

*La Procureur de la CPI, Mme Fatou Bensouda, avec les associations de victimes, la FIDH et l'OGDH en mai 2012*

en quelques mois, l'exemplarité de la justice, en particulier dans cette affaire, réside aussi dans la tenue de délais raisonnables, voire dans une certaine visibilité du calendrier judiciaire.

Attendue de longue date, la récente amélioration des conditions matérielles des juges et des greffiers, doit permettre de faire progresser l'enquête de façon significative.

Une telle affaire, avec des enjeux symboliques, moraux, et pratiques aussi importants pour le pays ne pouvait plus être limitée par des questions matérielles de ce type, alors que d'autres situations graves des droits de l'Homme sont portées à l'attention de la justice et que la lutte contre l'impunité prend de l'ampleur en Guinée.

## II – Les affaires des graves violations des droits de l’Homme de 2007 et 2010 : la justice est saisie de deux situations d’impunité

Le 18 mai 2012, la FIDH et l’OGDH ont déposé, devant la justice guinéenne, deux plaintes avec constitution de parties civiles aux côtés de 65 victimes de violations graves des droits de l’Homme perpétrées en 2007 et 2010 par des agents de l’État guinéen. Ces deux actions judiciaires distinctes visent à établir les faits et les responsabilités des violences politiques qui se sont déroulées respectivement en janvier et février 2007 au cours de manifestations pacifiques, et en octobre 2010 lorsque 15 personnes ont été arbitrairement arrêtées, détenues et soumises à des actes de torture à Conakry. Dans cette dernière procédure, plusieurs responsables politiques et militaires en fonction en 2010 sont directement visés, notamment l’actuel Gouverneur de la ville de Conakry et Commandant de l’armée guinéenne, M. Sékou Resco Camara ; l’ancien chef d’état-major du régime de transition, le général Nouhou Thiam ; et l’ancien chef de la garde présidentielle sous la transition, le Commandant Sidiki Camara dit De Gaulle.

*« Le dépôt de ces deux plaintes marque la contribution de la société civile à l’élargissement de la lutte contre l’impunité en Guinée à d’autres situations que celles du massacre du stade, perpétré le 28 septembre 2009 »* a déclaré Me Patrick Baudouin, Président d’honneur de la FIDH et responsable du Groupe d’action judiciaire de la FIDH, à l’occasion du dépôt de ces plaintes.

### **L’affaire de la répression des manifestations de janvier et février 2007**

En janvier et février 2007, se sont déroulées des manifestations pacifiques d’importance sur l’ensemble du territoire menées par les syndicats et la société civile en faveur du pouvoir d’achat et de l’État de droit. Brutalement réprimées par les forces de sécurité du pouvoir déclinant du président Lansana Conté, le bilan de la répression s’établirait à des centaines de morts et de blessés, des viols, et des pillages. Ces graves violations des droits de l’Homme n’ont fait l’objet d’aucune enquête officielle aboutie, ni d’aucune procédure judiciaire, qui auraient permis de faire la lumière sur l’une des plus violentes répressions politiques de ces dernières années en Guinée.

Ainsi, le 10 janvier 2007, en réaction notamment à l’intervention du 16 décembre 2006 du président Lansana Conté dans la libération de Mamadou Sylla, conseiller national du patronat

guinéen et de Fodé Soumah, ancien gouverneur adjoint de la banque centrale, qui avaient tous deux été arrêtés pour détournement de fonds publics, les différents syndicats guinéens ont appelé à une grève. Parmi les revendications figuraient la nomination d'un Premier ministre de consensus et une gestion plus transparente du budget de l'État. L'appel a été largement suivi et, si les manifestations se sont déroulées dans un premier temps dans le calme, la tension a progressivement monté jusqu'au 22 janvier, lorsque les principaux acteurs de la société civile ont appelé la population à manifester pacifiquement vers le centre de Conakry. Cette marche, qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes, a été brutalement réprimée par les forces de l'ordre et notamment la police, la garde présidentielle et la gendarmerie, alors que les citoyens s'approchaient du centre de la ville. S'est alors ouverte en Guinée une séquence de graves violations des droits de l'Homme.



*Les forces de sécurité tirent sur les manifestants, le 22 janvier 2007, près du Pont du 8 novembre à Conakry*

Ainsi, le 22 janvier 2007, à plusieurs endroits de la ville, et en particulier aux abords du pont du 8 novembre et à proximité du Camp Boiro, les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les participants à cette marche pacifique, qui étaient tous désarmés et qui ne faisaient que scander des slogans reprenant leurs principales revendications. Par exemple, «Aboubacar B. »<sup>7</sup>, un manifestant, a été tué à bout portant par balles pendant la manifestation. Tout comme « Mamadou S. » qui participait lui aussi à la marche du 22 janvier lorsque les forces de l'ordre ont commencé à tirer sur la foule au niveau du pont du 8 novembre. Pris de panique, il a tenté d'enjamber une clôture, lorsqu'une balle l'a atteint au thorax droit. Il est décédé des suites de ses blessures aux alentours de 19 heures. Mais de simples passants ont aussi été victimes de l'action indiscriminée et de la volonté de punir des forces de l'ordre : ainsi, « Fodé C. », un jeune de 19 ans, qui rentrait chez lui après une partie de football a croisé la manifestation et a été abattu dans le dos par des policiers de la Compagnie mobile d'intervention et de sécurité (CMIS) qui tiraient sur la foule ; ou « Sidiki F. », qui accompagnait sa belle-sœur, et qui a été tué par deux balles dans le dos tirées par un militaire depuis un camion.

Pour cette seule manifestation, les organisations de défense des droits de l'Homme estiment à plusieurs dizaines le nombre de manifestants tués ce jour – notamment entre 10 et 20 morts aux abords directs du pont du 8 novembre - et à plusieurs centaines le nombre de blessés.

A partir de cette date, un climat d'insécurité s'est installé, à la faveur duquel les forces de l'ordre ont perpétré de nombreuses exactions à l'encontre de la population civile et notamment des viols, des meurtres, des violences volontaires, ainsi que des pillages à grande échelle.

La tension a encore monté d'un cran le 9 février 2007, lorsque le Président Conté a nommé par décret au poste de Premier ministre Eugène Camara. Cette nomination n'a pas été perçue comme consensuelle, et a par conséquent été jugée contraire à l'esprit de l'accord tripartite conclu le 27 janvier entre le Gouvernement guinéen, le patronat et les syndicats à l'initiative de la grève, au terme duquel la Guinée se voyait dotée pour la première fois de son histoire d'un Premier ministre qui aurait le rôle d'un chef de gouvernement. En réaction à cette nomination, des incidents ont éclaté sur l'ensemble du territoire. Les organisations de défense des droits de l'Homme ont recensé au moins 22 civils tués dans les jours qui ont suivi cette nomination.

7. Les noms ont été changés pour conserver l'anonymat et la sécurité des victimes.

Les affrontements ont culminé le 12 février lorsque des milliers de jeunes ont marché vers le centre ville de Conakry, et, dans un climat d'extrême tension, ont été la cible de tirs des forces de l'ordre, particulièrement au rond point de Hamdallaye, causant la mort de nombreux manifestants et en blessant de nombreux autres.

Au soir de cette journée criminelle, un décret présidentiel instaure un état de siège, conférant de nombreux pouvoirs à l'armée et interdisant toute manifestation ou rassemblement public, prévoyant en outre un couvre-feu de 20 heures par jour et élargissant les possibilités d'arrestation et de perquisition, en application de l'article 74 de la Constitution guinéenne.



*Des soldats patrouillent à Conakry en février 2007 / crédit : Maseco Conde/IRIN*

Les forces de l'ordre ont largement abusé de ces nouvelles attributions et ont procédé à de nombreuses perquisitions et arrestations qui se sont soldées par des actes de violence, des actes de torture et autres traitements inhumains ou dégradants et par des meurtres ainsi que des viols. Ces graves violations des droits de l'Homme se sont poursuivies jusqu'au 27 février, date de la nomination de Lansana Kouyate au poste de Premier ministre, intervenue après que l'Assemblée nationale eut refusé la prolongation de l'état de siège au delà d'une période de 12 jours, telle que prévue par la Constitution.

La commission d'enquête nationale chargée de faire la lumière sur cette sanglante répression n'a jamais pu terminer et remettre son rapport tandis que la justice guinéenne n'offrait, à cette époque, aucun recours effectif pour les victimes. Les donneurs d'ordre et les auteurs de ces tueries, viols et exactions n'ont, à ce jour, jamais été inquiétés.

L'action de la FIDH et de l'OGDH en faveur des victimes et des associations de victimes du 28 septembre a eu un grand retentissement au sein de l'opinion publique guinéenne et a suscité un espoir de justice parmi les personnes victimes des violences successives. Avec l'aide du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSCG), la FIDH et l'OGDH ont donc recueilli les témoignages d'un grand nombre de victimes des événements de 2007, qui ont souhaité initier une action judiciaire aux côtés de la FIDH et de l'OGDH.

La FIDH et l'OGDH ont ainsi déposé plainte avec constitution de parties civiles contre toute personne ayant commis, entre janvier et février 2007, les crimes « d'homicide volontaire, tentative d'homicide volontaire, coups, blessures, violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner et acte arbitraire portant atteinte à la liberté individuelle ou à la Loi fondamentale et toute autre infraction que l'information permettra de révéler » contre les victimes.

Le dépôt de cette plainte constitue un pas important pour les victimes, ainsi qu'un challenge pour la justice guinéenne. Les victimes, largement abandonnées à leurs souffrances, ont un sentiment d'injustice que cette action judiciaire permet d'atténuer. L'identification, l'inculpation et le procès des responsables et des meneurs de cette répression constituent pour elles un enjeu fondamental pour leur passé, leur présent et leur devenir en tant que citoyennes et citoyens guinéens.

## **L'affaire de 2010 : un cas symptomatique d'un héritage de violences et du recours généralisé à la torture en Guinée**

En octobre 2010, selon les informations transmises à la justice, des éléments de la garde présidentielle du président par intérim de la transition auraient arrêté et détenu arbitrairement plusieurs individus et les auraient soumis à des actes de torture en présence et suivant les instructions de M. Sékou Resco Camara, du Général Nouhou Thiam, et du Commandant Sidiki Camara dit De Gaulle. Ces crimes perpétrés par des personnes en charge de l'autorité publique se sont déroulés en marge de la campagne présidentielle du deuxième tour et sans lien direct avec celle-ci. Ces violations demeurent cependant symptomatiques de pratiques arbitraires, héritages de violences politiques et d'un demi-siècle d'impunité en Guinée.



Saisis de ces faits graves et concordants, la FIDH et l'OGDH avec le soutien du COJEDEV, ont pu enquêter sur les faits et les responsabilités des auteurs de ces tortures. Il en ressort que trois hauts responsables des services de sécurité de l'époque ont ordonné l'arrestation et la détention arbitraire d'une quinzaine de personnes et dirigé des séances de tortures de plusieurs heures.

*Général Nouhou Thiam, ancien chef d'État-Major des armées sous le régime de transition (2010-2011)*



*Commandant  
Sékou Resco  
Camara,  
Gouverneur de la  
ville de Conakry*

Arrivés à leur lieu de détention, ils ont tous été déshabillés, aspergés d'eau et de sable, tout en étant soumis chacun leur tour à des actes de torture, qu'une victime décrit comme suit : ils « ont apporté un banc d'une longueur de trois mètres et quelques et ils nous ont placé en rang. Ils nous ont appelé un à un et toute personne qui passait était obligée de se coucher sur le banc. Ils déchiraient les caleçons que nous portions. Deux d'entre eux nous tiennent les mains, un se couche sur la tête et deux autres tenaient nos pieds. De Gaulle ensuite donnait des ordres de nous administrer 100 coups sur les fesses. Au même moment 3 hommes se plaçaient à droite et 2 autres se mettaient à gauche ; ce sont ces derniers qui nous bastonnaient l'un après l'autre à une grande vitesse. Un autre mettait du sable sur nos dos. Tant que le sang ne coulait pas, ils devaient continuer de nous frapper ; certains d'entre nous tombaient dans le coma ». Les victimes ont été soumises à ce type de traitement à deux, ou parfois même à trois reprises, toujours de la même manière, allongées sur le banc, jusqu'à ce que « personne d'entre nous ne pouvait se tenir debout » ajoute l'une d'entre elles..

## **29 mai 2012 : ouverture des informations judiciaires sur 2007 et 2010, un pas de plus contre l'impunité**

Faisant suite aux deux plaintes déposées par la FIDH et l'OGDH devant la justice guinéenne, le procureur a pris, le 29 mai 2012, deux réquisitoires introductifs permettant l'ouverture d'informations judiciaires. Cette décision importante de la justice guinéenne est à saluer car elle permet à la justice de se pencher sur ces crimes afin que leurs auteurs répondent de leurs actes et que les victimes puissent obtenir réparation.

*« Avec l'ouverture officielle de ces enquêtes et en acceptant ainsi de se pencher sur les violences politiques du passé, même récent, la justice guinéenne envoie un signal fort et positif », a d'ailleurs déclaré Me Patrick Baudouin, Président d'honneur et responsable du Groupe d'action judiciaire de la FIDH en réaction à cette nouvelle. Pour le président de l'OGDH, Dr Thierno Maadjou Sow, « la rapidité avec laquelle l'institution judiciaire a réagi à ces dépôts de plaintes paraît démontrer aussi sa volonté de faire œuvre de vérité et de justice en regardant en face un passé douloureux ».*

En effet, l'ouverture de ces instructions, sur des fondements identiques à ceux exposés par les plaignants dans leurs plaintes et avec une telle célérité, constitue un acte supplémentaire que pose la justice guinéenne en faveur de la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes les plus graves en Guinée.

# III – Une justice indépendante en devenir ?

Plusieurs actes importants ont été récemment posés en faveur de l'instauration d'un État de droit et d'une justice équitable et indépendante : l'ouverture d'une instruction judiciaire sur le massacre du 28 septembre 2009 ; l'inculpation, dans cette même affaire, le 1er février 2012 du Lieutenant-Colonel Moussa Tiegboro Camara pour son implication présumée dans le massacre<sup>8</sup> et à sa suite celle d'Abdoulaye Cherif Diaby ; la condamnation à une amende symbolique du Commandant Sékou Resco Camara, le 30 novembre 2011, pour avoir ordonné la détention arbitraire de cinq défenseurs des droits de l'Homme<sup>9</sup> ; et le 29 mai 2012, l'ouverture d'informations judiciaires sur les violations graves des droits de l'Homme perpétrées en 2007 et en 2010 comme l'ont demandé la FIDH et l'OGDH en déposant ces deux plaintes quelques jours plus tôt.

L'ensemble de ces actes laisse apparaître ce qui semble être un changement d'état d'esprit et de pratiques dans l'approche de la justice guinéenne concernant les graves violations des droits de l'Homme. Prompte à ne pas s'en saisir il y a encore quelques années, il aura fallu moins de deux semaines pour que le Procureur, en mai 2012, prenne ses réquisitoires pour les affaires de 2007 et 2010.

La justice guinéenne ne changera pas en un jour, mais un climat différent semble désormais prévaloir et tant au sein de la justice, du pouvoir exécutif, que de la société civile, la nécessité de mettre un terme aux violations des droits de l'Homme, de faire la lumière sur les crimes du passé, même récent, et de faire œuvre de justice pour rétablir les victimes dans leurs droits et mettre à l'écart les responsables de ces crimes, semble aujourd'hui s'imposer.

*« Ces actions en justice auraient été impensables il y a encore quelques temps »* considère Thierno Maadjou Sow, président de l'OGDH. *« Il faut maintenant que les instructions avancent en toute indépendance et qu'elle puissent aboutir à des jugements justes et équitables pour rétablir les victimes dans leurs droits et faire avancer la Guinée ».*

La société civile guinéenne dans son ensemble a été durement réprimée au cours des régimes qui se sont succédés jusqu'à la transition démocratique et a payé un lourd tribut dans sa lutte pour le changement et la démocratie. *« Nous voulons croire que l'engagement de ces procédures permettra de faire entendre la parole des victimes oubliées et contribuera à instaurer la confiance dans une institution judiciaire qui a longtemps été au service des puissants »* confiait pour sa part Aziz Diop, secrétaire exécutif du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSCG). *« Car notre pays a besoin de vérité, de justice et de réconciliation »* a-t-il ajouté.

Le défi est aujourd'hui le suivant : aller jusqu'au bout des instructions ouvertes et juger en toute indépendance, sans quoi les guinéens et les guinéennes considéreront cet acte de confiance en la justice comme un échec et se tourneront une fois de plus vers d'autres modes et moyens pour régler les différends et les blessures qui en découlent.

8. Voir : <http://www.fidh.org/Guinee-Avancee-majeure-dans-l>

9. Voir : <http://www.fidh.org/Une-decision-judiciaire-contre-l>

# IV – Justice et réconciliation : un processus en marche ?

La réconciliation nationale avait été l'un des sujets de l'élection présidentielle de 2011. Dans son discours d'investiture, le Président Condé avait d'ailleurs présenté cette question comme l'une des priorités du gouvernement au cours de son mandat.

C'est dans cet esprit qu'a été créée, le 15 août 2011, par décret, une commission de réflexion sur la réconciliation. Présidée par le premier imam de la grande mosquée de Conakry, Elhadj Mamadou Saliou Camara et par l'archevêque catholique de Conakry, Monseigneur Vincent Coulibaly, elle est chargée de formuler des recommandations sur le processus devant permettre la réconciliation des Guinéens.

Après des débuts balbutiants, marqués par une relative incompréhension des réelles attributions de cette commission, les contours de cette réconciliation restent à définir. Compte tenu de l'émergence du prisme communautaire sur la scène publique depuis la dernière campagne électorale, la plupart des acteurs interprétaient la réconciliation comme celle des communautés entre elles, là où une part de la société civile prônait la réconciliation de l'État avec ses citoyens. Les répressions intervenues depuis l'indépendance ont bien été le fait de l'État, quelle qu'ait été l'origine régionale ou communautaire des victimes, de sorte qu'on recense aujourd'hui des victimes parmi toutes les communautés sans distinction. Ce processus, dont la forme ne peut être définie que par les Guinéens eux-mêmes, est la condition *sine qua non* d'une réconciliation pleine et entière. La FIDH et l'OGDH rappellent en effet la nécessité de libérer la parole et d'établir les faits traumatiques du passé pour qu'une nouvelle page de l'histoire puisse être écrite.

Une étape a été franchie en décembre 2011 avec l'organisation par la Commission de réflexion d'un séminaire national et international d'échange qui a permis de recentrer le débat sur le caractère national de la réconciliation et de son processus : un premier temps de consultation des populations afin de déterminer la forme exacte de la commission qui sera chargée d'engager un processus de vérité, de justice, de réparation pour les victimes, débouchant sur la proposition et la mise en œuvre de réformes de transformation de l'État garantissant la non-répétition des violations des droits de l'Homme. Cette commission devra donc être en capacité d'entendre toutes les victimes des régimes successifs en Guinée : celles du camp Boiro, des répressions de 1985, 2007, 2009 et les autres violations graves des droits de l'Homme en Guinée ; procéder à des enquêtes et des auditions privées et publiques ; ainsi que proposer des mesures de réparation et d'indemnisation des victimes.

L'agenda de la Commission provisoire commence à s'accélérer et à se préciser. Ainsi, plusieurs séminaires, consultations et expertises alimentent la réflexion et le travail de la Commission de réflexion. L'apport et l'expertise internationale des Nations unies ou des ONG internationales comme ceux de la FIDH aident à préciser les modalités de l'expression des attentes réelles des guinéens et des guinéennes quant à ce processus. Il s'agit d'éviter les écueils d'expériences du même type dans d'autres pays du monde tout en garantissant le caractère national du processus.

Il serait souhaitable qu'au cours de l'année 2012, des consultations nationales puissent avoir lieu afin qu'une commission vérité, justice et réconciliation soit mise en place au plus tôt et commence à travailler.

# V - L'action déterminante de la société civile

La société civile guinéenne a longtemps du faire face à l'arbitraire, l'impunité et des régimes aux mœurs violentes. Elle s'est construite dans l'adversité et la contrainte permanente de lutter pour son existence. Pourtant, à chaque épisode de violence politique, les victimes se sont tournées vers les associations de défense des droits de l'Homme et les autres organisations de la société civile. Peu nombreuse et dans la lutte permanente pour leur survie et leur indépendance, les organisations ont cependant accompagnées les victimes dans leur propre organisation et leur propre représentation. Ainsi se sont créés les associations de victimes des événements du 28 septembre 2009, mais avant elles existaient les associations pour les victimes du Camp Boiro ou celles des victimes de la répression de juillet 1985.

Aujourd'hui, les associations de victimes (l'Association des victimes, parents et amis du 28 septembre 2009 (AVIPA), le Collectif des associations de victimes (CAVE), le COJEDEV ou encore l'AFADIS, les organisations de défense des droits humains, les associations de défense des droits des femmes, soutenues dans leurs actions par la FIDH et l'OGDH, contribuent largement à la mobilisation publique et politique en faveur de la lutte contre l'impunité en Guinée et à l'alimentation des procédures judiciaires. La création de la Plateforme de lutte contre l'impunité qui les rassemble affichait récemment la « volonté commune d'œuvrer ensemble, de concert avec les autorités nationales et les partenaires internationaux, au renforcement de l'État de droit en Guinée et à l'instauration d'une justice indépendante et impartiale » ; et prenait « l'engagement de soutenir les institutions guinéennes pour lutter contre l'impunité, en accompagnant les victimes des graves violations des droits de l'Homme devant les juridictions compétentes, afin d'assurer la reconnaissance de leurs droits et de la vérité. »<sup>10</sup>.

Les acteurs de cette plateforme jouent tous, à divers titres, un rôle essentiel pour le renforcement de l'État de droit. Ainsi, l'association de défense des droits de l'Homme Même droits pour tous (MDT) travaille à la défense des droits dans les prisons. L'arrestation de cinq de ses membres sur ordre du gouverneur de Conakry, Sékou Resco Camara, a ouvert la voie à la condamnation de ce dernier, le 30 novembre 2011, pour immixtion dans les affaires judiciaires ainsi qu'à une amende d'un million de francs guinéens (environ 100 euros).<sup>11</sup>

Le Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSCG) travaille également en direction de la population civile. Ainsi en 2007, le CNOSCG a réalisé un important travail de recueil d'informations et de témoignages des victimes de la répression qui a finalement trouvé son accomplissement dans les procédures engagées par la FIDH et l'OGDH, en partie grâce à ce travail préliminaire.

De la même façon, la persévérance de l'Association des victimes du camp Boiro a ouvert depuis de longues années la voie à la nécessité d'un travail de documentation, de mémoire et de justice qui est fondateur pour la lutte contre l'impunité menée aujourd'hui en Guinée. Toutes leurs contributions sont disponibles sur le site internet Justice-Guinée.org (<http://www.justice-guinee.org>)

10. Voir : [www.justice-guinee.org](http://www.justice-guinee.org)

11. Voir les appels urgents de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (un programme FIDH/OMCT), notamment : <http://www.fidh.org/Une-decision-judiciaire-contre-1> et <http://www.fidh.org/Placement-en-garde-a-vue-et>

[www.justice-guinée.org](http://www.justice-guinée.org)) qui rassemble les informations et les documents sur la lutte contre l'impunité et en faveur de l'État de droit en Guinée.

Il est certain que l'action de toutes ces organisations dans la lutte contre l'impunité mais aussi dans la réflexion et la contribution au processus de réconciliation national et de la future commission vérité, justice et réconciliation sera déterminante.

# VI – Recommandations

La FIDH et l'OGDH recommandent :

**Au gouvernement guinéen de :**

- Organiser dans les meilleurs délais et les meilleures conditions des élections législatives libres, transparentes et inclusives ;
- Garantir la liberté de manifestation conformément aux dispositions de l'article 10 de la Constitution guinéenne, des articles 9 et 11 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples et de l'article 21 du Pacte internationale relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) ;
- Garantir en toutes circonstances l'intégrité physique et morale des personnes manifestant pacifiquement et légalement et s'abstenir de tout recours disproportionné à la force conformément aux Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, et, le cas échéant, engager des poursuites contre les agents de l'État qui se seraient rendus responsables de telles violations des droits de l'Homme ;
- Poursuivre le dialogue avec les acteurs politiques afin de garantir la paix sociale et la tenue dans les meilleurs délais et les meilleures conditions des élections législatives et d'en garantir le caractère libre et transparent ;
- Garantir strictement les conditions d'exercice de l'impartialité des magistrats, ainsi que les droits de la défense et des parties civiles dans les instructions ouvertes pour les crimes commis le 28 septembre 2009, ainsi qu'en 2007 et 2010,
- Garantir que les procédures en cours puissent effectivement aboutir à la poursuite de tous les responsables des crimes commis lors des événements du 28 septembre, ceux de 2007, de 2010 ;
- Procéder immédiatement à la libération des deux personnes inculpées et en détention préventive dans l'instruction du massacre du 28 septembre 2009, en raison du caractère manifestement arbitraire de leur détention au delà des délais légaux de privation de liberté, tout en les plaçant sous contrôle judiciaire strict de façon à garantir leur présence à un futur procès ;
- Faire la déclaration à l'article 34.6 du Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples portant création de la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples autorisant les individus et les ONG à saisir directement la Cour ;
- Poursuivre le processus d'établissement d'un mécanisme national de vérité, de justice et de réconciliation permettant la consultation des populations, l'audition des victimes, des enquêtes impartiales, des propositions de mesure de réparation ainsi que l'action de la justice ;
- Veiller à s'abstenir de toute déclaration à caractère discriminatoire notamment sur la base d'appartenance à une des communautés nationales ;
- Prendre les mesures nécessaires à l'adoption rapide, par la future Assemblée nationale ou le cas échéant par le Conseil nationale de transition (CNT), le projet de Code de la famille tel que discuté avec les société civile et en particulier les associations des droits des femmes ;
- Prendre les mesures nécessaires à l'adoption de la criminalisation de la torture en droit interne conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies contre la torture à laquelle la Guinée est partie ; et inviter de façon permanente le Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture à se rendre en Guinée ;
- Prendre les mesures nécessaires à l'établissement et l'adoption d'un projet de loi renforçant la criminalisation du viol dans le code pénale guinéen ;
- Prendre les mesures nécessaires à l'adoption rapide du projet de loi d'adaptation du

Statut de Rome en droit interne par la future Assemblée nationale ou le cas échéant par le Conseil nationale de transition (CNT) ;

- Envisager, compte tenu des modifications importantes à apporter aux dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénal, une réforme globale de ces deux textes afin de se conformer aux obligations internationales de la Guinée et moderniser le droit et la procédure pénale.

#### **Aux partis d'opposition de :**

- Contribuer de façon constructive à la tenue et l'organisation dans les meilleurs délais et les meilleures conditions des élections législatives libres, transparentes et inclusives ;
- Exercer la liberté de manifestation conformément aux dispositions de l'article 10 de la Constitution guinéenne, aux articles 9 et 11 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples et de l'article 21 du Pacte internationale sur les droits civils et politiques (PIDCP) dans les limites des dispositions légales guinéennes régissant le maintien de l'ordre public et des dispositions prévues aux articles 9 et 11 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples et de l'article 21 du PIDCP ;
- Garantir le caractère pacifique des manifestations organisées sous l'égide de leur parti notamment par des appels publics dans ce sens à leurs militants ;
- Renforcer le dialogue avec les acteurs politiques afin de garantir la paix sociale et la tenue dans les meilleurs délais et les meilleures conditions d'élections législatives libres et transparentes ;
- Veiller à s'abstenir de toute déclaration à caractère discriminatoire notamment sur la base d'appartenance à une des communautés nationales ;
- Appuyer les efforts engagées par les autorités politique et judiciaires nationales en faveur de la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes les plus graves et de la mise en place d'une CVR

#### **A la Commission de réflexion sur la réconciliation de :**

- Mettre en place dans des délais raisonnables le cadre de consultations nationales des populations pour la création d'une Commission vérité, justice et réconciliation qui puisse entendre toutes les victimes des violations des droits de l'Homme du passé, enquête, et recommande des mesures de réparation et de transformation de l'État en vue d'une réconciliation pleinement nationale ;

#### **À la Cour pénale internationale (CPI) de :**

- Soutenir les autorités politiques et judiciaires guinéennes dans leurs efforts de justice pour les victimes des crimes les plus graves
- Poursuivre son analyse préliminaire sur la situation en Guinée et le cas échéant, décider de l'ouverture d'une enquête en cas d'incapacité et/ou de manque de volonté avérés des autorités guinéennes à poursuivre les principaux responsables des crimes internationaux.

#### **A la communauté internationale de :**

- Favoriser et soutenir le dialogue politique entre toutes les forces politiques et sociales en Guinée ;
- Favoriser et soutenir l'organisation d'élections législatives consensuelles, libres et transparentes ;
- Favoriser et soutenir la lutte contre l'impunité et les réformes institutionnelles, notamment la réforme du secteur de la sécurité et de la justice ;
- Soutenir les acteurs de la lutte contre l'impunité et notamment les associations de

défense des droits de l'Homme, les défenseurs des droits de l'Homme, les victimes et les journalistes ;

- Soutenir la formation et l'équipement non-létal des forces de police et de gendarmerie aux techniques et à l'utilisation du maintien de l'ordre ;
- Soutenir le processus de vérité, justice et réconciliation selon la forme qu'auront choisie les guinéens à travers des consultations nationales.

La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne et de la Direction générale de la mondialisation du ministère français des Affaires étrangères.  
Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de la FIDH et l'OGDH et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne ou de la Direction générale de la mondialisation du ministère français des Affaires étrangères.

### Établir les faits

#### Des missions d'enquête et d'observation judiciaire

Depuis l'envoi d'un observateur judiciaire à un procès jusqu'à l'organisation d'une mission internationale d'enquête, la FIDH développe depuis cinquante ans une pratique rigoureuse et impartiale d'établissement des faits et des responsabilités. Les experts envoyés sur le terrain sont des bénévoles.

La FIDH a mandaté environ 1 500 missions dans une centaine de pays ces 25 dernières années.

Ces actions renforcent les campagnes d'alerte et de plaidoyer de la FIDH.

### Soutenir la société civile

#### Des programmes de formation et d'échanges

En partenariat avec ses organisations membres et dans leur pays, la FIDH organise des séminaires, tables rondes... Ils visent à renforcer la capacité d'action et d'influence des défenseurs des droits de l'Homme et à accroître leur crédibilité auprès des pouvoirs publics locaux.

### Mobiliser la communauté des États

#### Un lobbying permanent auprès des instances intergouvernementales

La FIDH soutient ses organisations membres et ses partenaires locaux dans leurs démarches au sein des organisations intergouvernementales. Elle alerte les instances internationales sur des situations de violations des droits humains et les saisit de cas particuliers. Elle participe à l'élaboration des instruments juridiques internationaux.

### Informier et dénoncer

#### La mobilisation de l'opinion publique

La FIDH alerte et mobilise l'opinion publique. Communiqués et conférences de presse, lettres ouvertes aux autorités, rapports de mission, appels urgents, web, pétitions, campagnes... La FIDH utilise ces moyens de communication essentiels pour faire connaître et combattre les violations des droits humains.



### Organisation guinéenne des droits de l'Homme et du Citoyen

L'OGDH a été créée en 1990 par des universitaires, des étudiants et des avocats.

Les objectifs de l'OGDH sont la promotion, la protection et la défense des droits de l'Homme à travers des campagnes de formation et la dénonciation des violations des droits de l'Homme dans le pays.

L'OGDH organise des séminaires sur la protection des droits de l'Homme à l'intention des responsables chargés de l'application des lois (magistrats, officiers de police judiciaire, régisseurs de prison), des hommes de média et des cadres de l'administration du territoire.

L'OGDH exécute un programme de formation d'animateurs en droits de l'Homme pour la sensibilisation des citoyens en zone rurale sur leurs droits. Elle a également mis en place

quatre Centres témoins d'Information en Droits de l'Homme (CIDH) à Tougué, Telimélé, Kouroussa et Mandiana pour aider les citoyens à se prendre en charge en cas de violation de leurs droits. Par ailleurs, depuis sa création, l'OGDH est particulièrement active dans le recueil de témoignages de victimes et dans leur accompagnement devant les autorités judiciaires guinéennes. L'OGDH est membre de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), de l'Union interafricaine des droits de l'Homme (UIDH) et a le statut d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP). Elle est récipiendaire du prix Baldwin de la paix 2001 aux États-Unis.

M. Thierno Maadjou SOW, Président

BP 2476 – CONAKRY-GUINEE

Tel : 00 224 60 52 99 27 - Fax : 00 224 46 37 86 / Email : ogdh2004@yahoo.fr

### FIDH - Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

17, passage de la Main-d'Or - 75011 Paris - France

CCP Paris: 76 76 Z

Tél: (33-1) 43 55 25 18 / Fax: (33-1) 43 55 18 80

www.fidh.org

Directrice de la publication : Souhayr Belhassen

Rédacteur en chef: Antoine Bernard

Auteurs: Florent Geel avec la collaboration de Clémence Bectarte, Antonin Rabecq et Marceau Siveude

Design: CBT

La FIDH  
**fédère 164 organisations de**  
**défense des droits humains**  
réparties sur les **5 continents**



l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes. Article 5 : Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Article 6 : Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique. Article 7 : Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination. Article 8 : Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi. Article 9 : Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. Article 10 : Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial,

## CE QU'IL FAUT SAVOIR

La FIDH agit pour la protection des victimes de violations des droits de l'Homme, la prévention de ces violations et la poursuite de leurs auteurs.

### Une vocation généraliste

La FIDH agit concrètement pour le respect de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme – les droits civils et politiques comme les droits économiques, sociaux et culturels.

### Un mouvement universel

Créée en 1922, la FIDH fédère aujourd'hui 164 organisations nationales dans plus de 100 pays. Elle coordonne et soutient leurs actions et leur apporte un relais au niveau international.

### Une exigence d'indépendance

La FIDH, à l'instar des ligues qui la composent, est non partisane, non confessionnelle et indépendante de tout gouvernement.

**fidh**

Retrouvez les informations sur nos 164 ligues sur [www.fidh.org](http://www.fidh.org)